

En piste pour les Jeux de toutes les interrogations

En piste pour les Jeux de toutes les interrogations



Dopage, risque terroriste, pollution... font planer leur ombre sur cette journée d'ouverture des JO. Et la performance des athlètes belges ne risque pas de mettre du baume au cœur, notre pays restant malheureusement à la traîne des espoirs de médailles.

- ▶ Les Jeux olympiques de Rio démarrent ce vendredi soir.
- ▶ Leur préparation a été chaotique en raison de la crise qui frappe le Brésil.
- ▶ Après le scandale du dopage, les incertitudes concernant la participation des Russes compliquent les choses.
- ▶ La délégation belge,

quant à elle, ne devrait pas espérer plus de cinq médailles.

RIO DE JANEIRO
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

O n y est ! Sept ans après leur attribution lors de la session de Copenhague, en octobre 2009, la même qui avait vu la prolongation pour quatre ans du mandat de Jacques Rogge à la tête du Comité international olympique (CIO), les Jeux olympiques démarrent officiellement ce vendredi soir au prestigieux stade Maracana de Rio de Janeiro. Le lancement de seize journées de sport du plus haut niveau, où les exploits et les drames vont inévitablement s'entrecho-

quer dans une orgie d'images plus spectaculaires les unes que les autres. Mais derrière cette prévision idyllique se cachent de nombreuses questions pour des Jeux qui n'en ont jamais suscité autant.

1 Rio est-elle prête ? De l'euphorie d'alors, symbolisée par les embrassades sans fin entre Lula, le charismatique président de la République de l'époque, Pelé, le footballeur le plus connu de la planète, et Carlos Nuzman, l'homme qui a « porté » la candidature (et est aujourd'hui le patron du Comité d'organisation), il ne reste rien, ou pas grand-chose. Le Brésil, pays dont l'économie était en plein boom au moment du vote du CIO, éminent membre

des Brics, ce groupement de cinq nations émergentes qu'il forme avec la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud, n'a, depuis, cessé de plonger, frappé par la crise la plus aiguë de son histoire depuis les années 30. Et aujourd'hui, il est retombé sur terre. Brutallement. Cela fait des mois, maintenant, que les mauvaises nouvelles n'ont cessé de s'accumuler autour de ces Jeux dans ce pays qui souffre économiquement, socialement, politiquement et écologiquement, et qui n'a logiquement pu tenir ses promesses. Le Comité d'organisation, qui a dépensé ses derniers réels, fait pour un mieux mais avec des moyens limités à l'approche de la dernière ligne

droite. Tout ce qu'on espère, c'est que les compétitions ne seront pas affectées par les économies et les retards. Et qu'elles ne se dérouleront pas devant des tribunes vides. Parce que les Brésiliens ont eu mieux à faire que d'acheter des billets pour les Jeux avec leur argent.

2 Le dopage ne va-t-il pas s'inviter à la table durant la quinzième ? C'est déjà fait ! Depuis son arrivée à Rio, Thomas Bach, le président du CIO n'a pratiquement été confronté qu'à cette problématique initiée en amont par la décision très contestée prise par sa commission exécutive de ne pas exclure collectivement tous les Russes après le rapport McLaren, ce dernier regrettant en même temps dans les colonnes du *Guardian* que le dossier soit devenu « politique et hystérique » et que le CIO ait pris ses conclusions sur le dopage d'État à l'envers. Dans le même temps, d'autres révélations sont venues de l'ancien enquêteur en chef de l'Agence mondiale antidopage (AMA) sur le site américain Pro Publica, où il dénonce l'interventionnisme de son président, Craig Reedie, au cours de ses recherches, accusant ce dernier d'avoir privilégié des règlements à l'amiable et en privé avec des officiels russes, ce qui est très grave. Ce jeudi, veille de la cérémonie d'ouverture, Bach a avoué qu'il ne connaissait pas encore le nombre exact d'athlètes russes fi-

nalement écartés par le panel de trois membres du CIO après un premier tri effectué par les fédérations internationales, la procédure de communication aux principaux intéressés n'étant pas encore complètement terminée. Le président du comité national russe espérait la participation de 250 à 270 d'entre eux (sur un total initial de 387 sélectionnés). Le président du CIO a ajouté être certain de la justesse de la décision prise avec sa commission exécutive. « *Peut-on considérer qu'un athlète est responsable des actions de son gouvernement ? On ne peut pas répondre à la violation d'une loi par la violation d'une autre loi.* » Et a précisé qu'après avoir adopté des critères d'éligibilité « très stricts », il pouvait regarder tous les athlètes présents au village « dans les yeux ». « *J'ai la conscience tranquille* », a-t-il ajouté. Une chose est en tout cas certaine: la révision approfondie, après Rio, du système antidopage mondial pour le rendre « plus robuste et efficace » sera plus que jamais une nécessité.

3 Quelles nouveautés découvrirait-on à Rio ? Par rapport à l'édition précédente, à Londres, deux sports ont été ajoutés au programme de ces JO 2016 : le golf, qui fait son retour après 112 ans d'absence (il avait été brièvement olympique en 1900 et 1904) et le rugby, dans sa version à sept

joueurs (il avait été au programme en 1900, 1908, 1920 et 1924 mais à quinze). Sûrs d'être encore là dans quatre ans à Tokyo, y resteront-ils plus longtemps ? Tout dépendra de l'évaluation qui sera faite quant à l'impact qu'ils auront eu. A ce sujet, le golf est déjà

mal embarqué avec la nuée de forfaits de la plupart des meilleurs joueurs masculins pour des excuses fallacieuses qui ressemblent plus à du désintérêt. Des changements de formats de compétition auront lieu dans plusieurs disciplines, mais les modifications les plus spectaculaires auront lieu en boxe, où les hommes combattront sans casque pour la première fois

depuis 1980, et en football, où un quatrième remplacement pourra être effectué en prolongation après la phase de poules. Sur le plan symbolique, enfin, le CIO a mis sur pied une équipe olympique de dix réfugiés venus du Soudan du Sud, de la République démocratique du Congo, d'Éthiopie et de Syrie. Dix athlètes momentanément sans drapeau qui concourront sous les couleurs olympiques, parmi lesquels le nageur syrien Rami Anis, réfugié en Belgique.

4 Qu'attendre des athlètes belges ? Les pronostics sont minimalistes, « entre trois et cinq médailles » selon le COIB. Si on recense une dizaine de candidats

sérieux au podium, les plus grands espoirs reposeront sur les épaules d'Evi Van Acker (voile), déjà médaillée de bronze il y a quatre ans, Philip Milanov (athlétisme) et Jaouad Achab (taekwondo), tous régulièrement cités d'ailleurs par les agences de presse et médias étrangers qui s'amusent à établir des pronostics avant chaque édition des Jeux. C'est évidemment très peu. Pour ne pas dire trop peu. Mais, hélas !, dans la lignée des éditions précédentes.

5 On va quand même s'amuser ? On compte bien sur l'esprit de fête des Cariocas, malgré leurs soucis, pour venir à l'aide de ces Jeux qui ne se présentent pas sous les meilleurs auspices. Et sur les athlètes pour briller. Comme à Pékin et à Londres, le sprinter jamaïcain Usain Bolt en quête d'un troisième triplé 100-200-4 x 100 m, et le nageur américain Michael Phelps qui pourrait ajouter quatre médailles d'or à son total déjà record de dix-huit breloques, seront parmi les plus attendus, preuve que, finalement, pas grand-chose ne change sur la scène olympique, pour les meilleurs en tout cas. Mais leur défi, pour passionnant qu'il fût, n'empêchera pas l'explosion de nouveaux noms sur la scène des JO. C'est pour ça, aussi, qu'ils sont beaux. Malgré toutes les vicissitudes. ■

PHILIPPE VANDE WEYER

palmarès Pourquoi les Belges (francophones) ont souvent du mal à briller

RIO DE JANEIRO

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les chiffres ne mentent pas. Depuis l'après-guerre, la Belgique n'a récolté qu'un total maigrichon de 59 médailles aux Jeux olympiques d'été, soit une moyenne de 3,4 par édition. Et les espoirs du COIB – « de trois à cinq médailles » – pour ces Jeux de Rio n'incitent guère à l'optimisme. Les Belges risquent bien, une nouvelle fois, d'avoir du mal à exister lors de ce grand rendez-vous qui, qu'on le veuille ou non, constitue un baromètre de première valeur quant à la santé d'un pays en matière de sport de haut niveau.

Pourquoi continuent-ils à caler quand se profilent les JO ? D'où vient ce manque de culture sportive ? Pourquoi les discours volontaristes débouchent-ils régulièrement sur un constat d'échec ? Pourquoi, alors que le pays figure au vingtième rang du classement mondial du PIB par habitant, ne parvient-on pas à passer la rampe ?

« Ce sont de vraies questions... », indique Géraldine Zeimers, chercheuse en management du sport à l'UCL et à l'UGent dont la thèse de fin d'études universitaires à l'ULg, en 2013, avait porté sur « L'évolution de la politique sportive de haut niveau en Belgique francophone ».

Une chose semble évidente, en tout cas. La scission du sport belge, survenue à la fin des années 70 et longtemps honnie par les milieux sportifs, ne peut plus être mise en cause. D'abord parce qu'elle a fait ses maladies de jeunesse, ensuite parce qu'elle a fini par déboucher sur une vraie augmentation des moyens.

La Wallonie, mauvaise élève

« J'ai longtemps cru, moi aussi, qu'ils étaient insuffisants, poursuit Zeimers, mais ce n'est pas du tout le cas, ni en Flandre ni en

Communauté française. Mais ce qu'il convient toutefois d'ajouter pour cette dernière, c'est que ce n'est vraiment qu'à partir de l'arrivée de Claude Eerdeken (PS) au ministère des Sports de la Fédération Wallonie-Bruxelles (en juillet 2004) qu'il y a eu une vraie dynamique de soutien public au sport de haut niveau dans le sud du pays avec un interventionnisme plus probant. On part de loin. »

Une constatation que l'on retrouve dans les travaux réalisés par la chercheuse de la VUB Veerle De Bosscher, qui dirige un réseau international d'expertise en matière de sport de haut niveau et de politique sportive (Spliss) et qui fait autorité en la matière. Selon elle, pour étudier le rapport d'une nation au sport de haut niveau, il faut s'appuyer sur différents piliers : le soutien financier, l'approche intégrée de la politique sportive, la participation sportive, la détection des talents, le soutien aux athlètes pen-

dant et après leur carrière, l'offre en matière d'entraîneurs, l'organisation de compétitions nationales et internationales et les recherches scientifiques et innovantes.

« Pour chacun de ces piliers, on dresse une échelle et on voit où un pays se positionne par rapport aux autres, souligne Zeimers. La Wallonie y fait partie des mauvais élèves, plus que la Flandre... »

Le sport de haut niveau a, il faut le dire, mis du temps à passer la rampe en Belgique, et plus précisément dans le sud du pays. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Etat a surtout investi dans les infrastructures servant au sport loisir.

« A cette époque, le sport de haut niveau ne faisait pas partie des priorités, poursuit Zeimers. Il était considéré comme une activité dépendant de la sphère privée. Ce n'est qu'à partir des années 90 qu'il s'est vraiment structuré et c'est donc sous Claude Eerdeken

(2004-2007), puis André Antoine (CDH, 2009-2014), qu'il a commencé à faire l'objet d'une vraie politique réfléchie avec une structure pyramidale et l'apport de moyens financiers plus importants, grâce aussi à une collaboration efficace avec l'administration et des hommes comme Odon Marneffe (l'ancien administrateur général de l'Adeps) et Guy Namurois (l'ancien responsable de la cellule gérant les athlètes d'élite). »

Aujourd'hui, on estime que c'est 20 millions par an qui vont au sport de haut niveau francophone via divers canaux : les plans-programmes, les contrats offerts à une soixantaine de sportifs de haut niveau, le Centre d'aide à la performance sportive et le projet Be Gold. Plus de 1.500 jeunes bénéficient par ailleurs d'un aménagement de leur horaire scolaire grâce à leur statut d'espoir sportif. Il reste malgré tout un retard en termes d'infrastructures qui ne se

comble que lentement. Le dojo fédéral réservé à la Ligue francophone de judo devrait certes être inauguré cet automne à Louvain-la-Neuve, mais les travaux de la tant attendue piste d'athlétisme indoor, sur le même site, n'ont toujours pas démarré.

Une formule magique

« Les plans-programmes, surtout, ont obligé les fédérations à avoir une réflexion sur les politiques à suivre, affirme Géraldine Zeimers. Certaines sont exemplaires, d'autres ont encore des problèmes de professionnalisme et de division des compétences. Or, c'est l'un des grands enjeux pour obtenir des résultats dans le futur. Il faut des acteurs forts pour tracer des lignes directrices. Il me semble aussi que la détection des talents devrait être améliorée. Je me suis souvent demandé si Nafi Thiam, qui est très bien encadrée aujourd'hui, serait là où elle est si

sa maman n'avait pas fait de l'heptathlon et lui avait ainsi montré l'exemple à suivre... »

Dans une carte blanche diffusée ce mercredi dans le *Washington Post*, Danyel Reiche, professeur en politiques comparatives à l'Université Américaine de Beyrouth, prétend avoir la formule qui marche pour permettre à un pays de remporter plus de médailles. Une formule dont la Belgique (francophone) pourrait s'inspirer et qui se décline en trois axes :

1. institutionnaliser la promotion des sports olympiques via un système centralisé comme l'a fait, par exemple, l'Australie avec son institut du sport de Canberra devenu une véritable « fabrique de médailles » ;

2. se spécialiser dans les sports où on est déjà performant, comme l'a fait Cuba avec la boxe, sport où il a récolté 67 de ses 209 médailles olympiques, ou adopter rapidement les nouvelles disciplines olympiques, comme l'a fait la Chine lorsque l'haltérophilie féminine a été ajoutée au programme en 2000, ce qui lui a permis de décrocher jusqu'à présent la moitié des médailles mises en jeu ;

3. promouvoir le sport féminin, parce que de nombreux pays ou régions du monde ne le font pas, pour des raisons culturelles et/ou religieuses, et que les médailles y sont, a priori, plus faciles à gagner. Il donne l'exemple de l'Iran dont les 60 médailles olympiques ont toutes été remportées par des hommes. « S'il avait remporté le même nombre de breloques chez les femmes, il serait au même niveau que la Nouvelle-Zélande ou l'Espagne, des pays considérés comme performants », indique Reyche.

Pour ce dernier point, c'est plutôt mal parti. A Rio, les athlètes féminines belges ne seront que 34 sur 108, soit à peine 31 %. Une misère. ■

Ph. V.W.

78.000

La capacité du stade Maracana, mythique temple du « football » où se dérouleront les cérémonies d'ouverture et de clôture.

17.000

Les athlètes et membres de délégations.

109

Les athlètes belges actifs dans 18 sports

207

Les délégations dont, pour la première fois, une de réfugiés.

7,5 millions

Les billets mis en vente.

16

L'extension en kilomètres de la nouvelle ligne de métro, le plus grand chantier d'infrastructure de la ville en lien avec les JO.

4

Les pôles olympiques, dispersés dans toute la ville : Barra da Tijuca (ouest), Copacabana (sud), Maracana (nord) et Deodoro (nord).

25.000

Les journalistes accrédités.

500.000 31

Les touristes étrangers attendus à Rio.

Les immeubles de 17 étages qui composent le Village olympique. Les 3.604 appartements sont destinés à être vendus à des particuliers après la compétition.

630

Les plombiers appelés en urgence la semaine dernière pour réparer les problèmes ayant touché la moitié des bâtiments du Village olympique.

60.000

Les repas quotidiens qui seront servis dans le Village olympique.

5

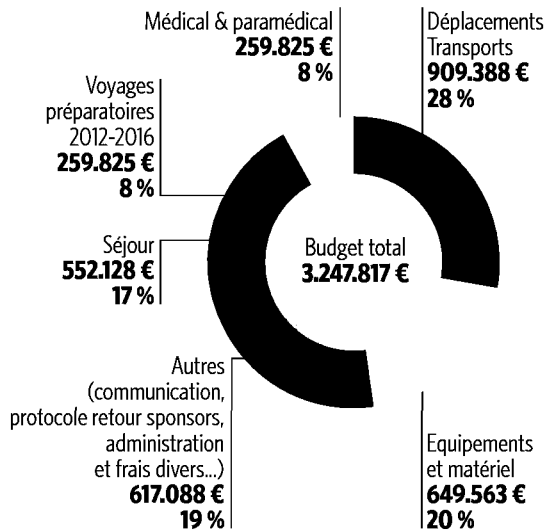
Les Airbus A380 qu'on pourrait entreposer dans le réfectoire du Village olympique.

11.356

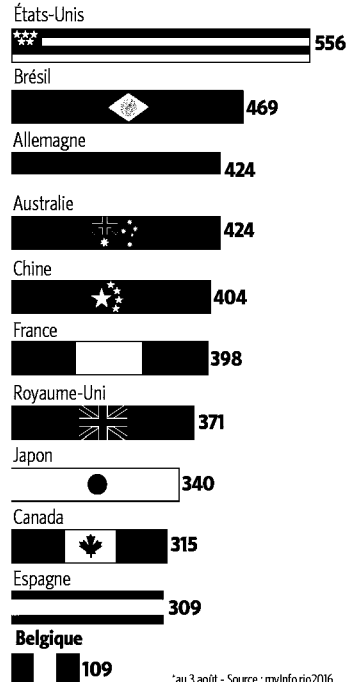
Les poufs du Village olympique.

Budget de la délégation belge**3.247.817 €**

Calcul budgétaire effectué sur une délégation de 250 personnes

**11.360 athlètes**Hommes **6.222**Femmes **5.138****Athlètes par délégation**

Nombre de sportifs engagés*



*au 3 août - Source : myInfoRio2016

Saignée pour un Etat ruiné

RIO DE JANEIRO

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Avec l'ouverture des Jeux, les Cariocas découvrent dans le quartier du port, le nouveau « boulevard olympique », un des « héritages de ces Jeux », calqué sur le modèle de Barcelone : les entrepôts du port sont devenus un pôle touristique pour les bateaux de croisière et deux musées ont été créés sur une place entièrement rénovée.

La réforme du quartier du port est le plus important partenariat public-privé (PPP) du Brésil : le consortium créé pour gérer l'ensemble réalise à la fois les travaux et la gestion des services publics. C'est ce modèle d'investissement qui a été largement choisi pour ces Jeux (installations olympiques, métro) et que le maire Eduardo Paes n'a cessé de mettre en avant : « Ces Jeux sont économiques et responsables, et surtout financés à 50 % par le privé. »

Ces choix financiers ont d'abord plu à la population et puis, avec le temps, une autre réalité s'est imposée : les entreprises ont bien investi, mais avec des conditions très avantageuses, notamment foncières et

fiscales. « D'autre part, la Ville de Rio s'est énormément endettée avec ces Jeux et le maire s'est constamment opposé à la mise en place d'une commission d'enquête sur leurs véritables coûts. Nous n'aurons une vision complète des dépenses que dans quelques mois avec les auditions des tribunaux des comptes », explique la chercheuse Julia Bustamante de l'Institut d'études politiques du cône sud (Pacs). D'ici là, on sait déjà que le budget provisoire de ces Jeux atteint 9,5 milliards d'euros, deux milliards de plus que le budget initial. Celui du métro, par exemple, a doublé, mais selon une première expertise du tribunal de Rio, au moins 500 millions d'euros sont déjà suspectés d'avoir été « surfacturés ».

« Etat de calamité publique »

Ces dernières informations sur les dépenses des Jeux n'auraient pas pris tant d'importance si la situation financière de l'Etat de Rio n'était pas à ce point tragique. Mais l'Etat est ruiné depuis décembre dernier et aujourd'hui incapable de payer ses fonctionnaires et les services dont il a la charge. Lycées, uni-

versité, hôpitaux, prisons et forces de sécurité fonctionnent en discontinuité depuis des mois. En juin dernier, le gouverneur en exercice, Francisco Dornelles, a même dû décréter un « état de calamité publique » pour recevoir une aide urgente de l'Etat fédéral de 900 millions d'euros et éviter ainsi un effondrement général des services de santé et de sécurité pendant ces Jeux.

Mais cette dernière enveloppe sera entièrement dépensée à la fin des Jeux et les autorités sont restées extrêmement vagues sur le futur : hormis l'annonce de « sacrifices très difficiles » promis aux Cariocas, le gouverneur en exercice n'a pas été plus précis. On sait que Rio ne pourra pas se refaire une santé si facilement : les avantages fiscaux

consentis et la baisse des prix du pétrole ont vidé les caisses. Une mauvaise gestion et des dépenses excessives ont plongé l'Etat dans le rouge. Une dégradation vertigineuse, en particulier ces deux dernières années, pour un Etat parmi les plus riches du pays.

On est bien loin des promesses faites alors en 2009 par l'ancien

président Lula pour remporter l'organisation des Jeux : « Ces Jeux au Brésil seront une opportunité unique. Elle augmentera l'auto-estime des Brésiliens, elle consolidera nos récentes conquêtes, elle distribuera de nouvelles avancées. » Aujourd'hui, c'est le pays entier qui traverse une grave crise - économique, politique et institutionnelle - dont l'épicentre se trouve tant à Rio qu'à Brasilia.

L'ombre Petrobras

Dans la première capitale du Brésil, gouvernée par le PMDB, le parti de Michel Temer, les enquêtes liées de près ou de loin au scandale de corruption de Petrobras se multiplient. La police pense que le système de pots-de-vin donnés aux partis politiques en échange de l'obtention de chantiers, a fonctionné aussi pour les travaux des Jeux olympiques. De quoi exaspérer un peu plus une population brésilienne qui pense déjà en majorité que ces Jeux apporteront plus de préjudices que de bénéfices au pays. ■

ANNE VIGNA

sécurité Rio étouffée par ses policiers

C'est un convoi désormais très militarisé qui accompagne la flamme olympique dans l'Etat de Rio. Mardi 2 août, elle a été éteinte à deux reprises dans les localités de Niterói et São Gonçalo, deux villes de la banlieue de Rio. « Éteindre la torche » est devenu un objectif symbolique pour tous ceux qui protestent contre ces Jeux olympiques, les mêmes qui manifesteront, vendredi, jour de la cérémonie officielle.

Au niveau du symbole, cette torche entourée de policiers reflète bien l'ambiance de ces Jeux. Depuis le début du mois d'août, la forte présence militaire et policière est bien visible à Rio. Les plages sont gardées par la marine, les chars des militaires patrouillent sur les voies d'accès à la ville, étant donné que plusieurs voies traversent des complexes de favelas. Les 33 installations olympiques devaient être sous la responsabilité du CIO, mais le Brésil a préféré y mettre ses policiers fédéraux. Ce sont ces mêmes policiers qui sont en charge de la sécurité des athlètes et de leurs

déplacements dans la ville. En parallèle, des militaires habillés en civil et des agents de renseignements étrangers se mêleront

aux spectateurs à des endroits stratégiques lors des compétitions. Enfin, les trains et les métros sont sous la responsabilité des militaires et des policiers militaires de l'Etat de Rio. En tout 85.000 hommes des forces de l'ordre resteront à Rio jusqu'à la fin des Jeux paralympiques en septembre. Un contingent qui représente le double de l'effectif de Londres en 2012 et qui prive le reste du pays de protection, notamment sur les routes.

Le coût de la sécurité n'est pas encore comptabilisé, mais il dépassera largement les prévisions, a reconnu le ministre de la Justice, Alexandre de Moraes.

« Les Jeux sont la plus grande opération de sécurité jamais réalisée par le Brésil. 200 délégations, 12.000 athlètes, 700.000 touristes et beaucoup de compétitions qui se déroulent au même moment. C'est donc bien plus compliqué qu'une Coupe du monde », a expliqué

en juin dernier, le général Luiz Felipe Linhares, chef du Conseil spécial des grands événements du ministère de la Défense.

Pour les autorités, il existe deux grands risques pour ces Jeux : la menace terroriste qui a grandi depuis la Coupe du monde et la délinquance de Rio, qui reste une source d'inquiétude étant donné l'armement sophistiqué entre les mains des trois factions criminelles de Rio. Depuis le mois de mai, les opérations de la police dans les favelas ont donc sensiblement augmenté.

Selon les autorités, cette augmentation n'est pas liée aux Jeux mais, pour Amnesty International au Brésil, « c'est la même stratégie de sécurité que lors de la Coupe du monde et lors des grands événements que

Rio a reçu ces dernières années, explique sa porte-parole au Brésil, Renata Nader. Comme nous le craignons, le nombre de personnes tuées par la police a fortement augmenté à l'approche des Jeux olympiques. En mai dernier, il y a eu une augmentation de 135 % par rapport à

mai 2015. Lors de la Coupe du monde, l'augmentation du nombre de morts en amont était de 40 % ».

Dans un récent rapport intitulé *La violence ne fait pas partie de ces Jeux*, l'organisation internationale demande aux autorités de prendre des mesures de protection pour la population qui vit dans ces quartiers pauvres et qui est souvent victime des fameuses « balles perdues ».

Selon Silvia Ramos, universitaire spécialiste de la violence à Rio, l'augmentation du nombre de morts est aussi liée aux mauvaises conditions de travail des policiers de Rio, avec ou sans Jeux olympiques : « La plupart se sentent abandonnés, ils ne reçoivent plus leur salaire à temps avec la faillite dans l'Etat de Rio. Tout cela fait qu'ils ont tendance à tirer plus facilement plutôt qu'épargner des vies. »

Six favelas seront bien occupées par les militaires durant ces Jeux, comme lors de la Coupe du monde où ces occupations avaient été source de tensions et de bavures meur-

rières. Mais comme elles se déroulent loin de l'attention médiatique, elles ne provoquent généralement pas d'émoi, ni dans la société brésilienne ni auprès des organisateurs de ces événements sportifs. ■

A.V.

ment. Les avantages fiscaux généraux s'appliquent de droit au ministre de la Santé. 06/20/2016

7

Les joueurs de rugby à sept, discipline présente pour la première fois aux JO.

400

Les ballons de football.

0

Le Brésil n'a jamais gagné de médaille d'or olympique en foot.

112

Les années passées depuis la dernière compétition olympique de golf.

4

Le top 4 du golf brillera par son absence. Les quatre meilleurs joueurs du monde ont renoncé, officiellement par peur du virus Zika.

1

Moins d'un cas de Zika est envisagé par les autorités sanitaires du Brésil sur le demi-million de touristes étrangers attendus, en raison du climat sec de l'hiver austral à Rio. La maladie est en chute libre depuis des mois.

450.000

Les préservatifs prévus pour les 10.500 athlètes, qui pourront se servir gratuitement dans des distributeurs. 41 chacun, soit 2 par jour.